

Distr.
GENERALE

CCPR/C/SR.1171
31 juillet 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMITE DES DROITS DE L'HOMME

Quarante-cinquième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA PREMIERE PARTIE (PUBLIQUE)*
DE LA 1171ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 28 juillet 1992, à 15 heures

Président : M. POCAR

SOMMAIRE

Organisation des travaux et questions diverses (suite)

* Le compte rendu analytique de la seconde partie (privée) de la séance est publié sous la cote CCPR/C/SR.1171/Add.1.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 15 h 20.

ORGANISATION DES TRAVAUX ET QUESTIONS DIVERSES (point 2 de l'ordre du jour)
(suite)

1. Le PRESIDENT rappelle qu'à la séance suivante le Comité doit adopter ses observations finales sur les rapports des Etats parties examinés au cours de la session. Il doit décider si les projets d'observations doivent être diffusés auprès du public et de la presse. A la session précédente, en mars 1992, la première pour laquelle aient été publiées des observations finales, le Comité a décidé que celles-ci devaient être communiquées aux Etats parties puis publiées en tant que document officiel du Comité. Toutefois, les observations finales de ladite session n'ont toujours pas été publiées. La séance suivante étant publique, le contenu des projets sera forcément révélé dans une plus ou moins grande mesure par le débat. La question est de savoir s'il faut les faire publier et les communiquer aux organes de presse.
2. M. EL SHAFEI dit que les observations concernant les rapports des Etats parties font partie du rapport présenté par le Comité à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social. Elles ne doivent donc pas être publiées avant le rapport lui-même. Le public et la presse ont la possibilité d'assister à la séance publique ou de lire les communiqués de presse officiels s'ils veulent connaître la teneur des observations.
3. M. SADI dit que les observations finales sont officiellement adressées aux Etats parties dont les rapports ont été examinés et qu'il faudrait à titre de courtoisie vérifier que les Etats parties les reçoivent avant quiconque. Bien sûr, le contenu des observations aura déjà été révélé en partie par le débat à la séance publique.
4. Le PRESIDENT pense également que le texte officiel des observations finales doit être envoyé aux Etats parties dès qu'il a été adopté. La question est de savoir s'il faut diffuser le projet de texte d'observations avant l'adoption du texte final.
5. Mme HIGGINS, tout en reconnaissant que se pose éventuellement le problème du manque de courtoisie à l'égard des Etats parties, dit qu'il est néanmoins important de faire connaître les observations finales du Comité aussi rapidement que possible. Celles-ci sont destinées à informer les Etats parties des principaux sujets de préoccupation du Comité et à les empêcher de prétendre que celui-ci est satisfait de la situation dans un pays si tel n'est pas le cas. En outre, ces documents offrent une excellente occasion de sensibiliser l'opinion aux travaux du Comité. C'est pourquoi Mme Higgins pense que leur publication ne doit pas attendre l'établissement du rapport annuel. Peut-être le Comité devrait-il inviter les représentants des Etats parties à être présents au moment de l'adoption des observations finales. Les Etats parties prendraient ainsi officiellement connaissance des observations et celles-ci pourraient être publiées juste après.
6. M. NDIAYE dit que, étant donné que l'examen des rapports des Etats parties se déroule en séance publique, le public, la presse et les Etats parties eux-mêmes connaissent l'opinion du Comité avant même l'adoption

des observations finales. Il n'est pas nécessaire d'en retarder la publication jusqu'à l'adoption du rapport annuel. M. Ndiaye s'associe à la proposition de Mme Higgins; en procédant de la sorte, on pourrait publier les observations finales au moment où les problèmes évoqués sont encore tout frais dans l'esprit du public.

7. Le PRESIDENT, résumant le débat, dit qu'il faut informer officiellement les Etats parties de la date d'adoption des observations finales, de manière à ce qu'ils puissent participer à la séance s'ils le souhaitent. A sa connaissance, les représentants de tous les Etats parties dont les rapports ont été examinés à la session en cours devraient être présents à la séance suivante.

8. M. MYULLERSON dit que, pour sa part, les observations finales doivent être communiquées immédiatement aux Etats parties; elles peuvent ensuite être publiées. Cependant, il n'est pas souhaitable de publier le projet d'observations.

9. M. HERNDL dit que les projets sont des documents officiels rédigés par un seul membre, et ne présentant pas nécessairement l'opinion du Comité dans son ensemble. Ils ne doivent pas être publiés même si, évidemment, le débat en révèle la teneur dans une mesure plus ou moins grande. Le texte final adopté par le Comité doit être communiqué aussitôt que possible à l'Etat partie concerné. On peut, par exemple le remettre en main propre au représentant de l'Etat partie, si celui-ci assiste à la séance, et on peut ensuite le publier.

10. Mlle CHANET dit que la meilleure solution est d'informer l'Etat partie de la séance au cours de laquelle les observations doivent être adoptées et de publier celles-ci aussitôt que possible en tant que document du Comité.

11. M. WENNERGREN suggère que la séance au cours de laquelle seront adoptées les observations finales soit une séance privée, conformément à l'article 33 du règlement intérieur du Comité.

12. M. ANDO estime que la plupart des membres semblent d'avis que le débat sur les observations finales doit être public. Il partage l'opinion des autres membres selon lesquels les projets sont des documents officiels qui ne doivent pas être publiés.

13. Le PRESIDENT rappelle que, à la session précédente, le Comité a adopté ses observations finales en séance publique.

14. Il suggère d'informer les Etats parties concernés, par téléphone et par télécopie (ce qui constituerait une notification écrite), que les observations finales concernant leur rapport seront adoptées à la séance suivante. Il suggère en outre de ne pas distribuer à la presse les projets d'observations.

15. Il en est ainsi décidé.

La séance publique est levée à 15 h 45.